

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS
LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES
SK/854

**Arrêté du 17 juillet 2020
portant mise en demeure à la société SCHILLIGER BOIS de
respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2007-201-2 du
20 juillet 2007 réglementant ses installations sises à Volgelsheim**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

VU l'arrêté préfectoral n°2007-201-2 du 20 juillet 2007 autorisant la société Schilliger Bois à exploiter des installations de stockage, transformation et traitement de bois sur le site de Volgelsheim,

VU le rapport du 1^{er} juillet 2020 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007 – article 9.2.4 - prescrit pour le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident que « *Les installations sont équipées pour assurer la rétention des eaux d'un incendie :*

- *bassin d'orage de 800 m³,*
- *réseau de collecte des eaux pluviales d'environ 600 m³,*
- *rétention formée par les pentes naturelles des zones imperméabilisées.*

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »

Considérant que lors de la visite du 10 juin 2020 l'inspection a constaté l'absence du bassin d'orage de 800 m³,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle*

incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société Schilliger Bois sise rue du port rhénan à Volgelsheim (68600), est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2007 susvisé — Confinement des eaux polluées reprises ci-dessous :

« Les installations sont équipées pour assurer la rétention des eaux d'un incendie :

- bassin d'orage de 800 m³,

- réseau de collecte des eaux pluviales d'environ 600 m³,

- rétention formée par les pentes naturelles des zones imperméabilisées.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »

Article 2 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Colmar, le 17 juillet 2020

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Mulhouse,
secrétaire général suppléant

signé

Jean-Noël CHAVANNE

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.